

GENÈVE

La saga des occupations-explusions  
... page 2

RÉPRESSION

activistes animalistes  
emprisonné·e·s en Autriche  
... page 4

DÉBAT

Aide ou dissuasion ?  
L'aide d'urgence au quotidien  
... page 6

SQUAT DE LA DÉCHETTERIE

# La menace d'expulsion se concrétise



**L**e verdict de l'audience en mesures provisionnelles est tombé. Un avis d'expulsion a été prononcé par la juge qui donne au collectif « Danger de vie » jusqu'au 10 juillet pour libérer les lieux. La municipalité de Lausanne persiste et signe. Sous l'impulsion d'Olivier Français, elle fait tout pour mettre fin à l'occupation de l'ancienne usine d'incinération au Vallon (T'Okup! n°73). Depuis l'occupation le 5 mai 2008, elle a déposé une plainte pour violation de domicile, dommages à la propriété et soustraction d'énergie. Par ailleurs, une demande de permis de démolir vient d'apparaître de nulle part, par miracle, alors qu'aucun projet de reconstruction n'est prévu à ce jour. Le but de la démolition : détruire les locaux administratifs au plus vite, pour le reste ils verront après. C'est déconcertant avec quelle nonchalance ils osent avouer cela...

Ensuite, une requête de mesures préprovisionnelles et provisionnelles a été déposée fin mai. Les mesures d'extrême urgence ayant été refusées par la juge, c'était le 13 juin que nous nous sommes retrouvés au Tribunal pour l'audience de mesures provisionnelles. L'argumentation de la muni qui invoque des dangers liés à la pollution, des risques de chute ou encore d'électrocution, a été appuyée par trois témoins qui racontaient des histoires émouvantes de leur séjour dans les bureaux de l'usine au printemps 2007 qui les a vu tous tomber malade. En effet, ils ont tous terriblement souffert d'un léger rhume (des foins) qui n'a heureusement pas nécessité la consultation d'un médecin ni causé des jours d'arrêt de travail... Devant tant d'empressement à prouver le bien fondé des dangers qui nous guettent dans cette usine, la juge n'a pu que décider de nous faire déguerpir, non ? Nous sommes rassuré·e·s que les autorités et la justice se soucient autant de

... suite en page 2

## ... La menace d'expulsion se concrétise (suite)

notre bonne santé.

Or, le fait est que la municipalité refuse avec tout autant d'acharnement d'effectuer des analyses de la qualité de l'air dans l'usine et dans les bureaux, analyses qui permettraient de discuter sur la base de données scientifiques plutôt que d'une pollution imaginaire. Cela alors même que des interpellations au Conseil Communal demandaient récemment que ces mesures soient faites. Une résolution a même été adoptée, demandant à la municipalité d'effectuer des analyses de l'air à l'ancienne usine d'incinération. Réponse de M. Français : « je ferai effectuer une étude, mais seulement à l'extérieur de l'usine. Ma responsabilité est de protéger les concitoyens qui respectent le droit. » (24heures, 5. 6. 08). Pour notre part, nous admettons bien sûr qu'il y a une réelle pollution à l'ancienne usine d'incinération. Après tout, le traitement des déchets ne peut se faire sans polluer l'air et le sol, ni sans créer des déchets toxiques. C'est déjà bien que les autorités soient enfin d'accord avec nous sur ce point. Toutefois, nous restons convaincu·e·s que cette pollution ne nous expose pas à un danger plus élevé que le passant dans la rue César-Roux aux heures de pointe. Les particules fines, principal agent de danger cité par la muni, sont tellement volatiles qu'elles se sont dissipées dans l'atmosphère depuis belle lurette.



Depuis que le taux de particules fines est mesuré à Lausanne, nous constatons que la ville dépasse régulièrement le seuil, causant des « pics de pollution ». Paradoxalement, dans ces cas les autorités ne se soucient guère de la santé des habitant·e·s, ne prenant aucune mesure pour limiter le trafic et conseillant simplement aux gens de « fermer leurs fenêtres ». Merci M. Français, nous allons donc fermer les fenêtres des locaux de la déche, cela semble suffisant, non ?

Les raisons qui poussent la municipalité de Lausanne à vouloir nous évacuer sont, de fait, politiques et non pas scientifiques et encore moins caritatives. Ainsi, Olivier Français ne cache pas qu'il ressent cette occupation comme une « agression » et a déposé une plainte pour violation de domicile, dommages à la propriété et soustraction d'énergie. Nous sommes étonné·e·s avec quelle facilité M. Français ait réussi à entuber ses collègues « de gauche » pour le suivre dans cette voie. Nous voilà dans l'ère d'une municipalité de gauche qui a visiblement la volonté de criminaliser un mouvement politique et qui fait de la tolérance zéro un mot d'ordre. Le paradoxe est total si on sait que la ville de Lausanne reconnaît elle-même, officiellement, qu'il y a un manque d'espaces pour la culture alternative mais refuse d'entrer en matière si nous proposons des solutions...

Même si cela se présente mal pour nous, nous avons encore quelques atouts dans la main et nous ne comptons nullement baisser les bras. Une pétition de quartier qui rencontre beaucoup de succès a été signée par plus de 200 personnes à ce jour. De nombreuses institutions culturelles de Lausanne nous soutiennent. Nous restons déterminé·e·s et voulons gagner cet espace pour une plus longue durée.

**Agenda :**

- 1er juillet 17.30 : rassemblement à la place de la Palud, remise de la pétition et des lettres de soutien
- 10, 11 & 12 juillet : festival et camping au squat de la déche (le camping se poursuivra aussi longtemps que possible)

# Suite de la saga des occupations - explosions

**O**nze mois jour pour jour après l'évacuation du mythique squat de la Tour, son infokiosque et sa crèche, nos ami·e·s genevois·es ont entamé sans désespérer une huitième occupation, qui comme les précédentes, s'est soldée par une évacuation. Les juges d'instruction genevois ont, semble-t-il, décidé d'utiliser la garde-à-vue comme une forme de première punition contre les squatteurs, mais c'est tout de même un point de marqué contre ceux qui prétendent qu'il n'y a plus de maisons vides. Quant aux squats de la Tour 2 et des Tulipiers, ils sont aussi imminemment menacés. Compilation de communiqués d'indymedia et de Roberta.

Samedi 10 mai 2008, intersquat et ses ami·e·s ont occupé une maison au 21, rue Montbrillant, appartenant à la société BRILLANTISSIMO SA, dont l'administrateur est Jean Wicki, bobet professionnel, propriétaire d'un groupe immobilier et financier zurichois.

Vide depuis la fermeture du restaurant Jipéka-Les Glycines en 2005, et malgré une autorisation de transformation en « résidence pour étudiants » délivrée en janvier 2006, on ne voit toujours pas l'ombre de travaux. D'ailleurs ce projet n'est plus d'actualité, et il n'y en a aucun autre sur cette maison. On constate que malgré une

autorisation de transformer du commercial en logement, laisser un bâtiment vide est toujours plus intéressant pour les requins que de procéder aux travaux qui permettront de loger des personnes.

De notre côté, nous avons plein d'idées, d'activités et de copines pour animer cette maison. La crèche et l'Infokiosk sont toujours en exil et les habitant·e·s des squats évacués cet été n'ont pas disparus après la réélection de Zappelli.

Mercredi 14 mai, à 6 heures du matin, après quatre jours, la maison a été évacuée par les flics, suite à une plainte du proprio. Neuf personnes ont été arrêtées sur place et conduites au poste de police. Après 12 heures de détention, elles ont été transférées à Champ-Dollon, en attendant de passer devant le juge d'instruction ce jeudi 15. En fin d'après-midi les 9 personnes ont finalement toutes été relâchées (dont 8 qui ont dû donner leur ADN).

Ces neuf personnes risquent des peines de prison pour avoir osé sortir de la logique marchande et avoir imaginé aux Glycines un lieu ouvert et autogéré, pour avoir transformé un objet de spéculation immobilière en lieu de vie et d'activités pour les habitant·e·s et le quartier, pour être déterminées à ne pas

laisser aux seules bourgeoisies le privilège de profiter du centre ville.

Une mauvaise nouvelle n'allant jamais seule, nos amies de la Tour 2 étaient convoquées ce jeudi 15 mai devant le procureur général Zappelli qui leur a annoncé leur évacuation pour le 1<sup>er</sup> août, après cinq ans de vie dans cette maison.

La situation de la Tour 2 est la suivante : en décembre 2005, la maison est rachetée par un riche avocat, M. Thierry Ador, qui entame une procédure pour expulser les 9 habitant·e·s et réclame 7000 francs par mois de dédommagement! Le 14 janvier 2008, le tribunal rend un jugement d'évacuation mais déboute M. Ador sur le volet des dédommagements.

L'évacuation est maintenant fixée. Pourtant, le propriétaire n'a toujours pas de projet pour cette maison. Ayant brûlé il y a 6 ans, elle n'a plus de toit et malgré la bâche posée par les habitantes, il y a de nombreux dégâts dus aux infiltrations d'eau. Il est donc nécessaire d'entreprendre de gros travaux pour pouvoir la louer. Le tribunal a d'ailleurs reconnu que l'immeuble n'est pas louable en l'état. Ceci n'empêche pas le propriétaire de clamer vouloir faire du logement. Pourtant aucune demande d'autorisation

n'a été déposée au département des constructions.

Quant au squat des Tulipiers, Zapelli menace d'arrestation et de prison toute personne entrant dans la maison à partir du 11 juin.

Encore une fois, les autorités préfèrent donc mettre des personnes à la rue et garder des lieux vides. Leur beau discours sur la problématique du logement et leur soi-disant tolérance « à la Bertossa » ne sont que des mensonges pour couvrir leur copinage avec les porcs de l'immobilier qui se font du fric sur le logement.

Quant à nous, nous occupons et nous occuperons encore et encore des maisons parce que notre mode de vie ne s'accommode pas des lois et règlements! Nous continuerons à lutter pour garder nos espaces d'autogestion et de vie collective. Et non, Monsieur Zappelli, nous n'irons pas, comme vous nous l'avez suggéré, « faire des ménages ou travailler dans des bars », même à champagne.

Les maisons sont à ceux et celles qui les habitent.

Mort à l'Etat et à sa justice bourgeoise !  
Mort au capital ! Libérez nos camarades  
et les autres aussi !

## Auto-maux-bile

*Malgré la pluie, la manif roulante du 17 mai à Lausanne a rassemblé une cinquantaine de personnes pour affirmer que la ville n'est ni un centre commercial à ciel ouvert, ni un circuit pour bagnoles, et que la voiture "écologiste" est une antinomie (TOkup! n° 73).*

C'était chouette, les passant·e·s ont bien accueilli la manif et ses revendications. Cette fois-ci, les traditionnels motards de la police se sont mués en brigade cycliste, pas seulement par souci écologique mais aussi pour mieux se fondre dans la manif.

Comme pour illustrer l'axiome que la voiture rend con, un conducteur irascible a embouti la voiture devant lui avec son 4x4, alors qu'il était sorti de son véhicule avec une matraque pour menacer les manifestant·e·s en oubliant de serrer son frein à main...

A la prochaine à la force de nos mollets !

## Samedi 14 juin : Fête dans la rue à Marterey



Marterey est devenue piétonne : elle accueille depuis des voitures à l'arrêt. Toute sa partie inférieure est dédiée au parking, et les joyeux automobilistes se muent en piéton·ne·s, quelle flexibilité verte !

Lausanne ville durable nous offre des « espaces de Liberté », alors on les redessine ?

Ce samedi-là, on y a vu un salon de rue, un filet de badminton-volleyball, un stand des enfants du quartier, un mur de grimpe pris d'assaut, un siège de masseur et son masseur, une baignoire-à-fleurs, un frigo et tout son frais, des passant·e·s et des qui restent...

Sur une scène, de la danse africaine à renverser les platanes-de-rue, et quelques capoeiristes au son du birimbao.

De quoi remplir les panses les plus exigeantes, oui mais aussi des policiers, pas trop juste ce qu'il faut pour nous rappeler l'esprit du temps :

La cité verte se dessine en semi-parking sous contrôle permanent, et pour Votre sécurité.

La fête était belle-à-souhait ! On reviendra jouer dehors.

## Infiltrations

Avant, pendant et après le G8 d'Évian, Securitas a infiltré diverses organisations et mouvements sociaux pour le compte de multinationales. L'entreprise a notamment été mandatée par Nestlé pour infiltrer Attac qui a eu le tort d'écrire, après le G8, un livre sur les agissements de la multinationale. C'est une prétendue Sara Meylan qui a servi de taupe dans ce cas. Si des multinationales financent des organisations paramilitaires en Colombie, par exemple, pour éliminer des syndicalistes gênants, faut-il s'étonner qu'elles fassent infiltrer des mouvements sociaux ici ? Les agissements de Securitas étaient couverts par la gendarmerie vaudoise au courant de ce qui se tramait. Nos chères démocrates s'en émeuvent aujourd'hui. Nous aurons sûrement l'occasion d'en reparler, cette affaire ne fait que commencer.

### PROJET DE LOI

## Fichage facilité dans les manifs ?

Le 15 mai, le conseil d'Etat vaudois a autorisé la mise en consultation publique d'une modification de loi pour interdire le port de cagoule ou de tout vêtement ou déguisement pouvant empêcher l'identification lors des manifs. Censée constituer une mesure préventive contre les « perturbateurs », elle permettra surtout de fichier plus facilement les manifestants.

Ce projet est d'autant plus absurde que durant le G8, la police avait elle-même estimé qu'une telle mesure était quasiment impossible à appliquer.

Démasquons l'imposture!

### ANTIFASCISME

## Lausanne vs/ Blocher : 2<sup>e</sup> round

*Le 27 mai, près de 200 manifestantes déterminées ont tenté spontanément d'empêcher la 2<sup>e</sup> venue de Christoph Blocher à Lausanne après sa présence controversée au comptoir suisse le 18 septembre 2007 (T'Okup! n°71 et 73).*

La police était présente en masse, avec force robocops et des civils masqués qui intervenaient sur le mode de la BAC en France. 130 personnes ont été interpellées et 28 arrêtées. Malgré les arrestations, un signe fort a été donné pour signifier que la présence de Blocher n'est pas la bienvenue dans cette ville.

No pasaran!

Les personnes arrêtées peuvent s'annoncer et envoyer leur témoignage au Groupe antirépression : gar@no-log.org

# 10 activistes de la cause animale emprisonné·e·s en Autriche

**D**es militant·e·s animalistes sont en prison depuis plus d'un mois en Autriche, prévenu·e·s de délits qu'il·le·s n'ont pas commis, alors qu'associations et campagnes sont désormais paralysées dans ce pays. L'inquiétude grandit face à ce qui semble clairement être une tentative de criminalisation du mouvement animaliste, et une atteinte aux libertés politiques de celles et ceux qui s'y engagent. Parmi les témoignages alarmants venant des détenu·e·s, voici des extraits du message de Martin Balluch, de l'association VgT (Verein gegen Tierfabrik), qui est en grève de la faim depuis son arrestation.

Ma vie a basculé le mercredi 21 mai. Nous avons préparé une nouvelle campagne portant sur une modification de la constitution en faveur des animaux, qui aurait été soumise au vote du Parlement début juillet. Cette campagne devait être lancée le lendemain même. Pour cette campagne, nous avons réussi à unir le mouvement tout entier en Autriche, à faire que tous tirent dans la même direction. [...] Mais cette campagne ne devait pas voir le jour. Mercredi, au petit matin, la police a lancé la plus violente attaque jamais connue dans l'histoire autrichienne moderne contre un mouvement pour la justice sociale et contre des ONG. Des centaines de policiers armés et masqués ont défoncé les portes de 21 domiciles privés et de 6 bureaux appartenant à des ONG différentes, et celui d'un dépôt contenant du matériel utilisé dans des manifestations. 25 personnes ont été arrêtées et interrogées par la police. 10 personnes ont été placées en garde vue, dont moi-même.

[...] On pourrait imaginer que la police avait reçu des informations selon lesquelles de dangereuses attaques de l'Animal Liberation Front se préparaient, ou lui indiquant des caches de bombes incendiaires et de matériel terroriste. Rien n'est plus faux. Ils n'avaient reçu aucune information de la sorte, et ils n'ont même pas cherché ce genre de matériel. La seule chose qui les intéressait, c'était les ordinateurs, les livres et les vidéos, c'est-à-dire des objets qui disent quelque chose de la façon d'être des personnes arrêtées. Voilà de quoi il s'agit : de ce que des gens sont et font, pas de crimes spécifiques.

[...] Depuis que j'ai été placé en détention préventive, personne ne m'a posé la moindre question sur cette affaire. Mon avocat a demandé à la police de voir les éléments à charge et c'est ainsi que nous avons vu quelque 2500 pages. On trouve notamment dans ces pages des expertises médico-légales de quelques-uns des délits liés à la cause animale commis ces deux dernières années, y compris la recherche de traces d'ADN sur un

verrou placé sur une porte. Et aucune preuve contre aucune des 10 personnes arrêtées. La police a aussi mis nos téléphones sur écoute, nous a mis sous surveillance, a placé des caméras pointant sur nos portes, a introduit des taupes dans nos groupes et a lu nos courriels.

Tout cela deux



ans durant!

Et ils n'ont rien trouvé. Alors ils ont lancé la grosse opération policière, cherchant désespérément à découvrir quelque chose à nous reprocher, n'importe quoi, fût-ce des indices de fraude fiscale. [...]

[Je] suis passé devant un juge le vendredi 6 juin. Le procureur a donné lecture de la liste entière des crimes et délits liés à la cause animale des 11 dernières années, ainsi que d'actions sans caractère délictueux. Ce fut passablement long. Ensuite, il a déclaré que j'étais soupçonné d'être à la tête d'une organisation criminelle responsable de la totalité de ces faits. Mon avocat a dit qu'il n'y avait aucune preuve. Ensuite, j'ai voulu faire une déclaration, mais la juge ne m'y a pas autorisé. Elle m'a simplement tendu un verdict tout préparé, qui stipulait que je devais rester en détention provisoire quatre semaines de plus, et qu'ensuite elle examinerait mon cas à nouveau. Elle a procédé de la même façon avec chacune des 10 personnes arrêtées [...].

Qu'y a-t-il donc derrière tout cela ? Je pense qu'il s'agit de l'attaque la plus grave contre le mouvement pour les droits des animaux qui se soit jamais produite dans le monde depuis que ce mouvement existe. Il y a onze ans, nous nous sommes lancés dans une nouvelle forme de militance en Autriche. Nous avons utilisé la tactique classique des campagnes sur le terrain, le contact avec les media, et des actions de désobéissance civile, afin d'obtenir des réformes législatives. Et nous avons connu beaucoup de succès. D'abord, nous avons fait interdire l'élevage d'animaux à fourrure, puis les animaux sauvages dans les cirques, puis les cages en batterie

et l'expérimentation sur les singes et, dernièrement, l'élevage de lapins en cage. Ces succès ont beaucoup inquiété des groupes puissants dans la société. Une fois obtenue l'interdiction de l'élevage des poules en batterie en 2004, nous avons commencé à ressentir une répression policière croissante. La section anti-terroriste de la police a commencé à nous surveiller et à nous diffamer en diffusant des communiqués disant que nous étions soupçonnés d'activités criminelles. [...]

Comme après des années de surveillance intensive, la police n'avait toujours pas découvert d'éléments à charge, ils durent se contenter de nous déclarer suspects d'avoir commis un délit pour lequel il n'est pas nécessaire d'apporter de preuve. Selon la loi, il est illégal de former une grande organisation (c'est-à-dire une organisation de plus de 10 personnes), possédant une structure hiérarchique et conduite à la façon d'une entreprise, dont le but est d'influer sur la vie politique ou économique, et qui à cette fin commet aussi des crimes et délits, au moins occasionnellement. Puisque nous menons des campagnes pour influer sur la vie politique et économique, et puisqu'il existe une forme de délinquance – peu développée, concernant des délits mineurs – liée à la cause animale, et même si nous n'y sommes mêlés en rien, cela a suffi au Procureur général pour utiliser cette loi, pour la première fois dans l'histoire, à l'encontre d'une ONG. Et n'oubliez pas, parmi les « crimes » recensés par l'accusation figurent des distributions de tracts, des blocus, et des enquêtes menées incognito dans des élevages intensifs. C'est une évolution très inquiétante. La police est en train d'utiliser la loi anti-terroriste contre des campagnes non délictueuses relevant de l'exercice légitime des droits politiques. Amnesty International a exprimé son inquiétude. [...] Il s'agit d'une opération politique : une attaque de grande envergure contre des campagnes visant à réformer les lois qui se sont avérées efficaces. [...]

Martin Balluch, Association autrichienne contre les fabriques d'animaux, depuis l'hôpital de la prison de Vienne, le 9 juin 2008.

• En Suisse, une 2<sup>e</sup> manif de soutien a lieu le 25 juin à 11h devant l'ambassade d'Autriche à Berne. Une autre, devant le consulat d'Autriche à Lucerne, aura lieu le 2 juillet à 11h. Les actions de soutien sont annoncées sur le réseau SALA : [www.myspace.com/animalagenda](http://www.myspace.com/animalagenda)

De nombreuses façons d'agir contre cette situation (dont la pétition online) sont proposées sur le site de l'association dont fait partie Martin Balluch : [www.vgt.at](http://www.vgt.at)

## Intox nucléocrate

Le journal Le Temps annonce avec fracas le ralliement de Daniel Brélaz à l'option nucléaire, bref un scoop d'autant plus crédible, vu les ambitions politiques et l'ambiguïté du personnage. Sauf que c'est faux et démenti le jour suivant. Mais qu'importe, un peu de propagande radioactive ne fait jamais de mal et les nucléocrates s'y connaissent en intoxication. L'article en question se trouvait en libre accès, bien en évidence, sur le site du Temps. Le lendemain, le démenti est quant à lui bien caché et en accès payant.

Pour nous expliquer que la population est de plus en plus pro-nucléaire, le journal peut également compter sur l'Idheap, officine gestionnaire toujours prête à fournir le professeur qu'il faut quand il faut pour appuyer les pires options politiques des dominants.



En l'occurrence, il s'agit d'un professeur de politiques publiques et de durabilité. À ce propos, rappelons qu'en matière de nucléaire, ce sont surtout les déchets radioactifs et les conséquences d'un accident type Tchernobyl qui sont durables... ainsi que les luttes anti-nucléaires tant qu'il faudra.

# Aide ou dissuasion? L'aide d'urgence au quotidien



Point de la situation sur les conditions de vie et le mouvement de résistance des personnes mises à l'aide d'urgence, selon l'application des nouvelles lois sur l'asile et les étrangers. Mercredi 2 juillet, 20h00 à l'espace autogéré, Rue César Roux 30.

24 septembre 2006 : les nouvelles lois sur l'asile et les étranger·e·s sont acceptées à une large majorité par les votant·e·s.

1<sup>er</sup> janvier 2008 : ces nouvelles lois entrent en vigueur, forçant les personnes dont la demande d'asile a été rejetée à quitter leur logement, leur quartier, l'école de leurs enfants, tout ce qui faisait leur réseau et à rentrer dans les centres d'urgence, dans l'attente d'être renvoyées.. Ils et elles rejoignent ainsi les personnes frappées de non entrée en matière (NEM) sur leur demande d'asile. Certains vivent ainsi depuis des années dans ces centres. Prévus au départ pour une durée de quelques jours, ces centres se transforment en centre de vie pour des gens dont le futur est mis entre parenthèses et l'existence administrative niée. De fait, la plupart de ces personnes ne peuvent pas être renvoyées, et vont rester dans ces limbes administratives jusqu'à ce qu'elles disparaissent dans la nature, ou obtiennent

un permis à force de recours. Les autres attendent dans l'angoisse l'organisation de plans de vol pour leur retour forcé. 23 février 2008 : des états généraux pour les droits des migrant·e·s se tiennent à Lausanne. Plusieurs collectifs ouvrent notamment un espace de discussion et de conseil pour les personnes à « l'aide d'urgence » : Requéran·t·e·s d'asile débouté·e·s, personnes ayant subi une Non Entrée en Matière et des Sans Papier·e·s. Ce groupe « actions » s'inscrit dans la campagne suisse du « droit de rester pour Tou·te·s » exigeant le droit pour les gens qui ont reconstruit leur vie ici de pouvoir rester.

Ces femmes et ces hommes, souvent accompagnés de leurs enfants viennent aux rencontres, et partagent leur quotidien. Ces personnes décident rapidement de dénoncer les conditions dégradantes dans lesquelles elles vivent aux député·e·s vaudois·e·s, en organisant une visite des centres où elles sont cantonné·e·s.

Rappelons en effet que l'aide d'urgence se fait en grande partie en nature, c'est-à-dire sous forme de sandwiches et de barquettes de nourriture, ou 9.50 par jour pour les familles. Les gens sont entassés dans des chambres, que ce soient les

familles ou les célibataires. Cela occasionne des tensions et de l'insécurité vu que les chambres ne sont pas fermées à clé, et que les gardes privés entrent jour et nuit pour contrôler les lieux. Les locaux sont insalubres et peu équipés. Les personnes qui ont besoin d'un encadrement médical ne sont pas automatiquement prises en charge. Par ailleurs les difficultés pour les mères avec leurs petits enfants sont grandes car elles n'ont pas accès aux garderies et vivent donc en permanence dans leur chambre.

Ces personnes qui vivent en Suisse depuis plusieurs années tentent de lutter pour que leur dignité et leurs droits fondamentaux soient respectés. Ils ne veulent pas juste survivre dans des conditions dégradantes, mais vivre pleinement, de façon autonome et constructive!

Chaque semaine, ils et elles se réunissent pour discuter d'actions, de tracts et de leur organisation interne. Ils viendront témoigner de leur lutte quotidienne pour la survie et la dignité.

Droit de rester pour Tou·te·s!  
« Un renvoi est un renvoi de trop »  
Solidarité avec les migrant·e·s :  
requéran·t·e·s, victimes de NEM,  
Sans-papier·ière·s!!!

## à voir et à faire voir...



le documentaire "Débouté·e·s", en deux parties, sur internet ; partie 1 : <http://fr.youtube.com/watch?v=y7xs322XonM> et partie 2 : <http://fr.youtube.com/watch?v=RFZDhQD-ENQ>

## Du nouveau au CIRA

Des nouvelles réjouissantes de la bibliothèque du CIRA, qui conserve la mémoire du mouvement anarchiste et avait lancé un appel à la solidarité l'année passée (T'Okup ! n°66).

## Campagne de recherche de fonds

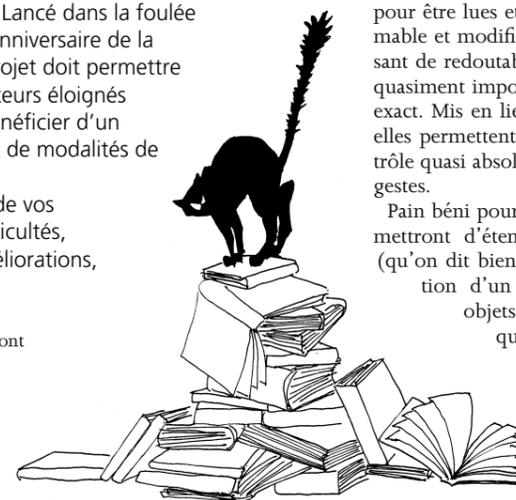
La campagne de recherche de fonds lancée début 2007 s'est achevée sur un succès. Grâce à la générosité d'amis, de militants, de groupes et d'organisations qui ont donné de l'argent et du temps, la somme (150'000 CHF) nécessaire au maintien du CIRA à son emplacement actuel a pu être réunie. Un grand merci à toutes celles et à tous ceux qui ont donné, relayé la campagne, organisé un événement, etc.

## Catalogue en ligne & nouveau site

Le catalogue du CIRA est désormais consultable en ligne ([www.cira.ch](http://www.cira.ch)). Il rassemble le catalogue des périodiques et celui des monographies, jusqu'ici séparés, en une seule base de données pourvue d'un moteur de recherche. Le logiciel utilisé, PMB, est distribué sous licence CeCil (équivalent français de la GPL). La récupération des deux catalogues et la configuration du logiciel pour les besoins du CIRA ont fait l'objet d'un peu plus de six mois de travail. Lancé dans la foulée du cinquantième anniversaire de la bibliothèque, ce projet doit permettre aux lectrices et lecteurs éloignés de Lausanne de bénéficier d'un catalogue à jour et de modalités de recherche facilitées.

Faites-nous part de vos commentaires, difficultés, propositions d'améliorations, etc.

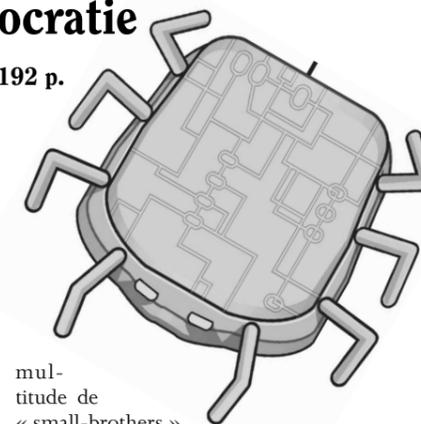
CIRA, Avenue de Beaumont  
24, CH-1012 Lausanne  
[cira@plusloin.org](mailto:cira@plusloin.org)  
[www.cira.ch](http://www.cira.ch)  
Ouvert du lundi  
au vendredi de 16h  
à 19h ou sur rdv.  
Fermé en août.



## Sous l'oeil des puces. La RFID et la démocratie

Claude Alberganti, Actes Sud, 2007, 192 p.

Un ouvrage pour en savoir plus sur les puces à identification par ondes radio (RFID, cf T'Okup ! n° 60, 61 et 62) et la démocratie totalitaire que ses promoteurs nous préparent. Dans cet essai qui part un peu dans tous les sens, l'auteur relate l'histoire, le fonctionnement, les applications et les enjeux de ces puces, développées notamment à Sion et à l'EPFL de Lausanne.



multitude de « small-brothers » à priori anodins, utiles et pratiques à la figure oppressante de Big Brother. Contrairement au roman d'Orwell, le totalitarisme naît de la démocratie.

La technique RFID a été mise au point par les Anglais lors de la deuxième guerre mondiale pour identifier les avions amis. Depuis, les progrès de la microélectronique ont fait chuter les prix, ouvrant la voie à une généralisation de ces puces miniaturisées à tous les domaines de la vie courante. Il existe actuellement presque autant de techniques et d'applications que de fournisseurs. Les puces RFID sont déjà utilisées pour le puçage du bétail et des animaux domestiques, comme passes dans certains transports publics et sur les autoroutes européennes, ou comme antivol en



bibliothèque et sur les biens de consommation courants. Elles promettent de se banaliser également au passeport biométrique ou comme « carte santé ».

A la différence du traditionnel barre-code, elles ne nécessitent pas de contact direct pour être lues et leur contenu est programmable et modifiable en tout temps, en faisant de redoutables mouchards, dont il est quasiment impossible de savoir le contenu exact. Mis en lien les unes avec les autres, elles permettent une traçabilité et un contrôle quasi absolus de nos moindres faits et gestes.

Pain béni pour l'industrie, ces puces permettront d'étendre le marché d'internet (qu'on dit bientôt saturé) par la constitution d'un immense « internet des objets », capables de communiquer entre eux. Dépassant les craintes les plus folles des romans d'anticipation, elles contribuent déjà à la mise en place d'une société « pire qu'orwellienne », substituant une

Comme de nombreux intellectuels à notre époque, l'auteur se pose en bon démocrate citoyen. Il se démarque vivement des critiques radicales des anarchistes ou de groupes militants comme PMO (<http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>), qu'il traite de « conservateurs nostalgiques ». Il mentionne des résistances aux RFID aux Etats-Unis (paradoxalement portées par des chrétiens intégristes) ou en Europe (p.ex la création d'un label « RFID-free », à l'image des étiquettes « sans OGM »). Il préconise le salut dans des demi-mesures comme la désactivation des puces après le passage à la caisse dans les supermarchés ou la réduction des distances de lecture et se fait plus généralement le chantre d'une plus grande transparence. Or ça nous fait une belle jambe d'être informé·e·s qu'on est mouchardé·e·s, si de toute façon il n'y a pas de moyen d'y échapper, à moins d'aller vivre au fond de la brousse (et encore...).

Maigre consolation, l'auteur imagine encore une sorte de « sous-surveillance » qui prendrait la forme d'une vigilance citoyenne contre les excès technocratiques, par une appropriation collective des outils dénoncés, rendue possible par la démocratisation de ces techniques.

Si « contrôler le contrôle » peut sembler un moindre mal quelque peu dérisoire, on peut toutefois rejoindre l'auteur sur l'impérieuse nécessité de porter le débat sur la place publique afin d'entraver les processus d'acceptation du « tout sécuritaire ». Cela passe par la dénonciation du mythe de la « traçabilité = qualité » très en vogue depuis la crise de la vache folle, ou celui du « contrôle = sécurité » porté par la prétendue lutte contre le terrorisme. Les fraudeurs et les terroristes étant les mieux à même de contourner ces mesures, les techniques comme les puces RFID ou la vidéosurveillance sont avant tout destinées à asservir l'ensemble de la population en jouant sur leurs peurs, ce que tous les aspects ludiques et pratiques de la gadgéterie technologique ne devraient jamais nous faire oublier.

# Avis de sabbath jusqu'à l'automne

**A** toi pour qui l'espace autogéré compte, gourmette du potage de plombs, danseurs de concert, intéressées des débats, praticantes du stagediving ou fétichiste de la sérigraphie, SACHE que l'espace autogéré prend ses vacances dès aujourd'hui et jusqu'à cet automne. Nous ne partons pas très loin, il s'agit plutôt de lire notre futur dans nos tripes. Et de la beauté de l'étron dépend l'alimentation, celle qui se renouvelle, évolue mais garde toujours les saveurs de nos sensibilités.

Les enrichis de la société des divertissements nous gavent tellement les yeux et les oreilles que l'on ne sent plus leurs mains dans nos poches. Plus de fric et moins de sens critiques. Posés sur leurs tapis roulants, ils nous trainent de mode en mode alors que notre vitesse immobile est engagée. Abrutis de boulot autant que de loisirs futiles. Oui oui facile à dire, facile de critiquer mais comment se tirer de ce modèle, comment garder l'envie de faire encore et encore bouffes, concerts, discos,

manifs et débats, et que nous reste-t-il d'alternatif? Comment rester ouvert sans s'y perdre ni perdre trop d'énergie? Comment être particulier mais pas « ghetto »? Tout cela n'est pas évident et beaucoup plus compliqué à inventer que de s'en mettre plein les fouilles; là, les expériences regorgent! Voilà en rapide ce qui se passe en ces murs cet été, et si une chose est sûre: nous porterons notre tribut à la société de consommation, beau comme un pavé dans la disco!

Espace autogéré | antiprofitronik+antisexiste+antiraciste  
• since 1993 •

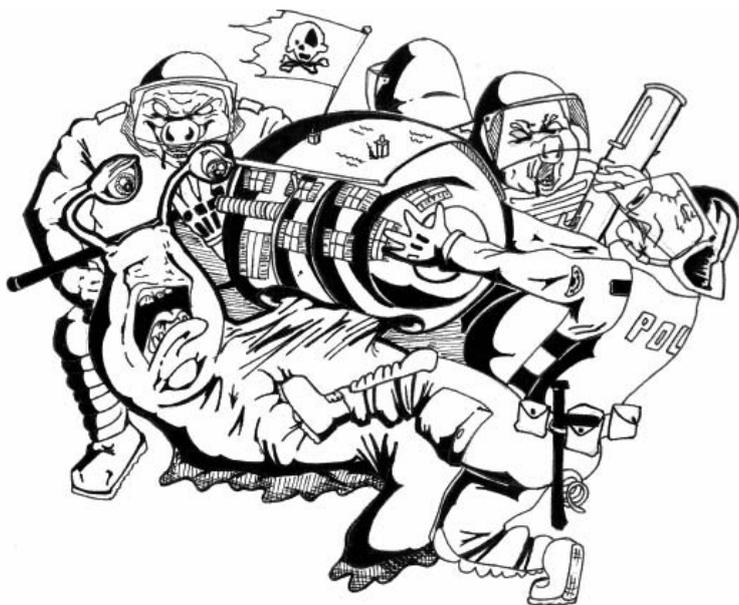
Le bistrot des jeudis soirs continue tout l'été pour boire un pot, se renseigner sur les travaux en cours et participer | Infos sur [www.squat.net/ea](http://www.squat.net/ea)



## BÂLE

### Villa Rosenau bleibt!

L'espace autonome Villa Rosenau, dernière maison occupée à Bâle, est menacée d'expulsion au 30 juin, malgré des signes positifs de la ville. Les promesses policardes doivent enfin se traduire par des avancées concrètes et écrites. N'abandonnons pas la Villa!



**Manif de soutien vendredi 27 juin,  
21h00, Elisabethenkirche, Bâle.  
Support-Camp : 27-30 juin**

Plus d'infos sur <http://rosenau.homelinux.org/>

## L'AGENDA

N'oubliez pas d'informer le t'okup des activités, concerts et événements pour qu'ils figurent ici.  
E-mail à [ea@squat.net](mailto:ea@squat.net), sujet agenda-t'okup.

### ... en juillet

**mercredi 2 à 20h | espace autogéré**

DEBAT : Point de la situation sur les conditions de vie et le mouvement de résistance des personnes mises à l'aide d'urgence

### ... en août

**samedi 30 à 20h | espace autogéré**

Fête de soutien aux inculpé-e-s de l'ex-squat des Sauges

## ACTIVITÉS FIXES

LE BISTROT de l'espace ouvert tout l'été, chaque jeudi à 20h. Espace autogéré.

\*

SALON DE THÉ À LA LAITERIE

les lundi de 16h à 19h, Marterey 23

## ADRESSES UTILES

Espace Autogéré, César-roux 30, Lausanne.  
[www.squat.net/ea](http://www.squat.net/ea)

\*

Ciné Oblo, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne.  
[www.oblo.ch](http://www.oblo.ch)

\*

CIRA, Avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne. [www.cira.ch](http://www.cira.ch)